

Bulletin d'histoire politique

Quand le social occulte la question nationale pour cause de bien commun recherché ou... les hésitations de madame Françoise David concernant la question nationale du Québec

Lucille Beaudry et Robert Comeau



Volume 13, numéro 1, automne 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055004ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055004ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beaudry, L. & Comeau, R. (2004). Quand le social occulte la question nationale pour cause de bien commun recherché ou... les hésitations de madame Françoise David concernant la question nationale du Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 7–9. <https://doi.org/10.7202/1055004ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Quand le social occulte la question nationale pour cause de bien commun recherché ou... les hésitations de madame Françoise David concernant la question nationale du Québec*

L'organisatrice communautaire Françoise David, ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec et ex-militante du groupe marxiste-léniniste En Lutte! vient de mettre sur pied le groupe « Option citoyenne » qui ambitionne de se fusionner avec l'Union des forces progressistes (UFP) en vue de combattre les partis politiques néo-libéraux. Elle vient de publier *Bien commun recherché* (Montréal, Ecosociété, 2004) qui explore des pistes de changement pour une société plus juste, plus égalitaire, plus écologique. Sur toutes ces questions, madame David a des réponses claires. Le lecteur un tant soit peu soucieux d'améliorer le vivre-ensemble collectif du Québec est interpellé par ce rappel des valeurs progressistes, féministes, écologistes et altermondialistes. Un autre Québec est possible. Mais il y a un absent de taille au tableau: la question nationale du Québec.

Le chapitre cinq de son livre fait état de son questionnement à ce sujet. Madame David ne sait plus si le combat pour la souveraineté du Québec a encore sa légitimité, car plusieurs sont fatigués et cette question soulève beaucoup de passions, attitudes qu'elle trouve « compréhensibles ». Elle a voté OUI en 1995 mais elle s'interroge devant « le profond sentiment de lassitude » (p. 51) et ce qu'elle considère « le plafonnement de l'option » (quand plus de 60 % des francophones ont voté OUI) Sur cette question fondamentale, notre leader dubitative a perdu toute combativité: « Nous ne voulons pas adopter une position tranchée et sans appel. Nous souhaitons plutôt avec toutes les personnes qui nous rejoindront pendant les prochains

mois, clarifier les enjeux et mieux définir la relation entre notre projet social et le statut constitutionnel du Québec » (p. 54).

Elle nous convie à poser de façon prioritaire la question sociale sous les divers angles en combattant les injustices, les inégalités et toutes les formes de discrimination sans se positionner clairement quant à savoir dans quel cadre politique pouvons-nous mettre en œuvre de façon réaliste et avec succès les programmes sociaux les plus urgents.

Ces tergiversations ne sont pas sans nous rappeler les vieux débats politiques au sein de la gauche : déjà dans les années 1950 au sein de la section québécoise du CCF, le Parti social-démocrate dirigé par Thérèse Casgrain était critiqué par Jacques Perrault sur l'attitude à prendre face à la question du Québec, et au cours des années 1960 entre les partisans du NPD et les partisans d'un parti socialiste québécois autour de Michel Chartrand, et il y a 30 ans entre la gauche marxiste-léniniste qui n'était prête qu'à accorder un droit théorique à l'autodétermination du Québec pour contrer toute velléité séparatiste associée à une forme de nationalisme étroit...et les autres militants sociaux-démocrates souverainistes.

Mais aujourd'hui faut-il reprendre encore le même débat ? Madame David veut recruter chez les progressistes non-souverainistes. L'intention est louable ; cependant comment croire sérieusement en la possibilité de matérialiser une telle option citoyenne en restant une province comme les autres dans le régime fédéral actuel ? Voilà qui rappelle l'option canadienne des marxistes-léninistes d'En Lutte ! et du Parti communiste ouvrier (PCO) qui tout en préconisant le droit à l'autodétermination du Québec proposait l'union du prolétariat des deux nations pour édifier le socialisme au Canada. Cette position de l'extrême-gauche n'a jamais été partagée en dehors de cercles restreints pendant toutes les années d'effervescence politique de la décennie soixante-dix. Certains se rappelleront les mots d'ordre d'abstention et d'annulation des groupes marxistes-léninistes lors du référendum de 1980 : cette position est bien inscrite dans la mémoire militante. Madame David n'a-t-elle pas tirée quelques leçons de son passé marxiste-léniniste ?

Aujourd'hui, dans l'ensemble canadien, n'est-ce pas au Québec que les programmes sociaux sont les plus avancés ? (garderies, assurance-médicaments, union reconnue pour les partenaires de même sexe, etc.). Il faut être aveugle pour ne pas voir que les courants progressistes se situent en majorité au sein du mouvement souverainiste. N'est-ce pas au Québec que l'Option citoyenne prend racine ? Comment expliquer pareille hésitation sur la question nationale chez une leader par ailleurs si combative ?

Depuis que des organisations politiques progressistes ont vu le jour au Québec dans le contexte de la révolution tranquille notamment, et qu'elles

mobilisent des milliers de militants et militantes, jamais la réussite politique n'a été au rendez-vous en raison notamment de la persistante division au sein des progressistes entre les tenants du fédéralisme et les souverainistes. Devons-nous prendre acte de cet atavisme historique ou être condamnés à répéter cette éternelle division et ne jamais parvenir à nos fins ? Comment concilier dans le cadre politique actuel la poursuite de politiques progressistes au Québec en considérant le centralisme avoué de la mouvance canadienne de gauche ? Faudra-t-il cesser de lutter pour la pleine reconnaissance de la souveraineté du Québec pour pouvoir se mettre à la remorque des politiques centralistes canadiennes du NPD ?

Par conséquent, tant l'ancrage du militantisme progressiste au Québec que le centralisme obligé de la gauche canadienne nous incitent à privilégier une option citoyenne dans l'optique d'un Québec souverain. Les militants de l'UFP aussi étaient arrivés à cette conclusion. Pourquoi ce recul ?

Lucille Beaudry, département de science politique, UQAM

Robert Comeau, département d'histoire, UQAM

* *Le Devoir* a publié ce texte le 14 juillet 2004, p. A-6.